

# Les forces armées des États-Unis. 1re partie, La doctrine d'engagement

Autor(en): **Richardot, Philippe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **148 (2003)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-347101>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Les forces armées des Etats-Unis (1)

**La doctrine d'engagement**

Le contrôle planétaire des Etats-Unis, empire hégémonique plutôt que territorial, est inédit dans l'histoire. Leur hégémonie est gagée par l'engagement à l'extérieur. Avec la France et le Royaume-Uni, les Etats-Unis sont une des trois puissances à avoir la volonté politique et la capacité militaire d'intervenir dans le monde entier. Cette capacité est, bien sûr, largement supérieure à celle des Européens. La doctrine d'engagement obéit à une grande stratégie politique mais elle est graduée sur le plan militaire.

■ **Philippe Richardot**<sup>1</sup>

**Principes politiques de l'action militaire**

Le 17 septembre 2002, la Maison Blanche a publié un document intitulé *La stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis*. Celle-ci, affirme le document, «sera basée sur un internationalisme proprement américain qui reflète l'union de nos valeurs et de nos intérêts nationaux.» Cette grande stratégie se décline en différents objectifs internationaux :

- «Etre le champion des aspirations à la dignité humaine;
- renforcer les alliances pour défaire le terrorisme mondial et travailler à prévenir les attaques contre nous et nos amis;
- travailler avec d'autres à désarmer les conflits régionaux;
- empêcher les ennemis de menacer nous, nos alliés et nos amis avec des armes de destruction massive;

- initier une nouvelle ère de croissance économique mondiale à travers la liberté des marchés et du commerce;
- accroître le cercle du développement en ouvrant les sociétés et en construisant des infrastructures démocratiques;
- développer des agendas pour la coopération avec d'autres centres principaux de la mondialisation;
- transformer les institutions de sécurité nationale de l'Amérique pour faire face aux défis et aux opportunités du XXI<sup>e</sup> siècle.»

Dégagé du jargon *politiquement correct*, défendre les intérêts américains à l'extérieur se résume à maîtriser les sources d'énergie, à empêcher l'émergence d'un rival, à dominer l'équilibre économique par l'hyperpuissance et un réseau mondial d'intérêts.

Ces buts comme les précédents peuvent être atteints par le recours à des forces armées

qui sont les premières du monde. Cependant, il faut bien réaliser que, depuis le 11 septembre 2001, les Etats-Unis sont déjà en guerre contre le terrorisme islamique. L'objectif majeur assigné aux forces armées par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, dans le *Rapport annuel* au Président et au Congrès 2002 est «de gagner la guerre tout en transformant les Forces». Les autres ennemis potentiels clairement désignés sont les «Etats-voyous» (*Rogue States*) de «l'Axe du Mal» (Irak, Iran, Corée du Nord). Dans ce contexte politique, deux types d'engagement sont envisagés.

**Guerre régionale majeure**

Ce concept est né de l'immédiat après-guerre froide avec la guerre du Golfe (1990-1991). Depuis dix ans, les guerres régionales majeures envisagées sont une nouvelle guerre du Golfe contre l'Irak, une nouvelle guerre contre la Corée du

<sup>1</sup> Philippe Richardot est l'auteur de l'ouvrage *Les Etats-Unis, hyperpuissance militaire, Economica, Institut de stratégie comparée, 2002 (292 p)*. Pour la Revue Militaire Suisse dont il est un fidèle collaborateur, il va résumer dans plusieurs articles les grands points de son ouvrage auquel il renvoie pour plus de détails.

Nord communiste. Depuis l'été 2002 pour l'Irak et décembre 2002 pour la Corée du Nord, le *casus belli* est l'annihilation des armes de destruction massive (nucléaires, biologiques, chimiques). Le terrorisme de masse ou hyperterrorisme, annoncé par l'auteur dans la *RMS* de juin-juillet 2000, favorisé par la mondialisation des transports, peut frapper les Etats-Unis ou ses alliés avec ces moyens fournis par un «Etat-voyou».



Une suprématie aérienne totale...

D'après la *Quadrennial Defense Review* ou *QDR* au cours des années 1990, la doctrine d'engagement était de pouvoir mener deux conflits régionaux majeurs simultanément. Au début des années 2000, l'administration Clinton, puis la nouvelle administration Bush se

sont orientées vers l'engagement simultané dans un conflit régional majeur et un conflit de basse intensité, ce qui est le cas avec la poursuite de l'opération «ENDURING FREEDOM» en

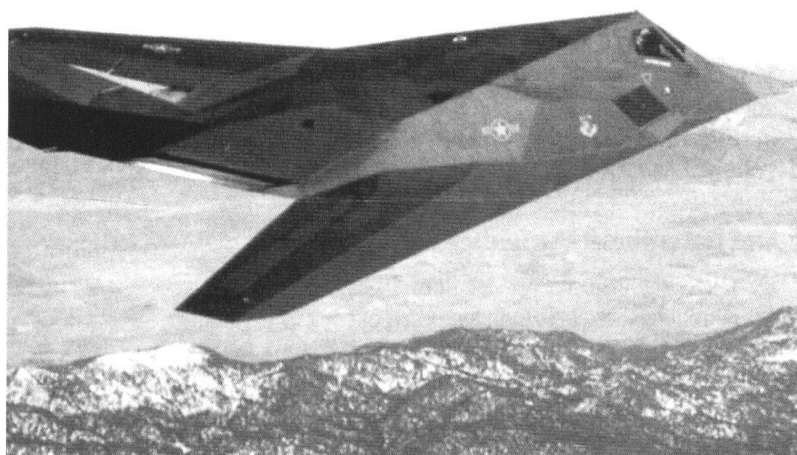
Afghanistan et l'intervention en Irak. Depuis le 11 septembre 2001, la tendance est d'augmenter les capacités opérationnelles à deux conflits régionaux majeurs.

| Campagne contre la Corée du Nord (doctrine)  | Campagne contre l'Irak (pratique et doctrine)  |
|--|--|
| <b>Hypothèse:</b> invasion de la Corée du Sud par le Nord  | <b>Hypothèse:</b> libération du Koweït/annihilation des armements de destruction massive irakiens  |
| <b>1/Dissuasion flexible.-</b> Par tous les moyens possibles, y compris la menace diffuse du nucléaire. L'envoi de renforts est l'option la plus probable.   |  |
| <b>2/Coup d'arrêt à l'invasion.-</b> D'abord par les forces navales (porte-avions, missiles de croisière <i>Tomahawk</i> ) et par les forces prépositionnées, puis par les bombardiers stratégiques à long rayon d'action venant des Etats-Unis ou de bases proches. L'objectif prioritaire à ce stade est de gagner la supériorité aérienne pour écraser l'avance blindée ennemie sous le feu aérien. La sécurité des forces US face à une attaque NBC est le préalable à toute action. Le nucléaire nord-coréen freine les Etats-Unis dans une action préemptive de style Irak | <b>1/Campagne diplomatico-médiatique.-</b> Obtenir un mandat de l'ONU pour intervenir et l'appui des alliés principaux comme en 1990-1991. La stratégie US en 2002-2003 a été à la fois contrariée et appuyée par l'exigence de l'ONU de visiter les sites NBC probables de l'Irak. L'absence d'agression claire commise par l'Irak en 2002 a rendu le soutien diplomatique plus difficile à obtenir qu'il y a dix ans. Le Qatar et le Koweït sont les seuls pays du Golfe à soutenir les Etats-Unis; l'Europe, divisée, reste majoritairement hostile à l'intervention. |

|   |  |
|---|--|
| <p><b>3/Déploiement d'une force de décision.-</b> Seule l'arrivée de moyens lourds terrestres et amphibies permet de passer à des contre-attaques limitées ou à la contre-offensive finale, lorsque le dispositif est complété. La montée en puissance des forces aériennes en chasseurs-bombardiers et avions d'attaque permet de frapper en profondeur l'ennemi dans sa logistique et son commandement.</p> | <p><b>2/Déploiement d'une force de décision.-</b> En 1990-1991 et en 2002-2003, ce déploiement préalable prend six mois ou plus. Cette durée s'explique par le manque d'urgence opérationnelle véritable et la tradition militaire US d'agir à coup sûr. Pendant la première guerre du Golfe, 550000 Américains ont transité sur le théâtre d'opérations. En 2003, les forces US se montent à 260000.</p>  |
| <p><b>4/Contre-offensive.-</b> Les forces terrestres sont le fer de lance chargées d'envelopper et d'achever l'ennemi.</p>  | <p><b>3/Offensive.-</b> Pendant la première guerre du Golfe, 95% des munitions aériennes utilisées étaient «aveugles» dans une campagne de bombardement stratégique d'une durée de 38 jours. 100 heures ont suffi pour la phase terrestre, car les Irakiens se sont retirés du Koweït. En 2003, il est prévu d'utiliser à 95% des munitions aériennes «intelligentes» et de réduire ainsi la durée de la campagne aérienne et les pertes. La campagne terrestre envisagée est plus longue avec une bataille décisive pour Bagdad. La menace des Kurdes dans le Nord doit fixer des troupes irakiennes.</p> |
| <p><b>5/Assurer l'après-guerre.-</b> Soit en maintenant un dispositif d'encerclement et d'embargo comme autour de l'Irak depuis 1991, soit en détruisant le gouvernement ennemi par l'occupation de sa capitale.</p>  | <p><b>4/Assurer l'après-guerre.-</b> A la suite de la première guerre du Golfe, l'Irak a été mis sous embargo et les Etats-Unis ont maintenu une surveillance aérienne et lancé des raids. Dans une deuxième guerre du Golfe, Saddam Hussein doit être remplacé par un gouvernement de transition démocratique. Des garnisons US doivent garantir cette transition et nettoyer le terrain tout en se faisant discrètes.</p>  |

## Crise et conflit de basse intensité

Il s'agit d'opérations variées comme l'aide humanitaire dans le cadre de catastrophes naturelles, la lutte anti-drogue ou anti-terroriste, le maintien de l'ordre intérieur comme en Californie (1992) ou à l'étranger (Haïti, Somalie), de frappes aériennes d'avertissement (Libye, 1986, Irak, 1998-1999), d'une veille stratégique assortie de frappes aériennes comme «DESERT FALCON», «NOR-



La furtivité d'une partie des forces aérienne. Ici un F-117.

«SOUTHERN WATCH» et «SOUTHERN WATCH» en Irak. Il s'agit aussi d'opérations plus larges, qui peuvent mobiliser jusqu'à 20000 hommes Terre/Air/Mer, comme «JUST CAUSE» au Panama (1989) ou «ENDURING FREEDOM» en Afghanistan (2001-2003), bien que cette dernière, depuis mars 2002, puisse être classée dans les opérations de maintien de la paix.

La problématique est de pouvoir agir à l'extérieur sans retourner l'opinion contre soi. Les troupes sont déployées pour une opération ou pour la protection des intérêts américains en jonction ou non avec des alliés. Dans les opérations balkaniques des années 1990, les Etats-Unis se sont réservés l'appui aérien et les Européens ont eu le rôle de «piétaille». La réversibilité est un des objectifs de tout engagement de basse intensité. Des membres de la Garde nationale et de la Réserve sont mobilisables, mais avec un préavis plus long. Ils assurent la relève dans le cadre d'un dispositif d'observation dura-



*Le combattant américain dispose de moyens très sophistiqués. Ici le GPS.*



*Des forces terrestres équipées de blindés lourds.*

ble. Les frappes aériennes ou navales par missiles de croisières *Tomahawk* offrent une flexibilité totale et une réversibilité d'emploi à l'échelle de la planète.

Le déploiement des forces terrestres est pourtant fragilisé par la faible capacité à supporter des pertes pour une opération lointaine qui n'engage pas directement les Etats-Unis. Au plan moral, les interventions au Moyen-Orient sont désormais liées à une revanche sur le 11 septembre 2001, ce qui aug-

mente la capacité à supporter des pertes. Grâce à une tactique basée sur la frappe à distance de sécurité, les États-Unis sont remarquablement parvenus à limiter leurs pertes tout en menant plusieurs opérations extérieures par an. C'est un tour de force stratégique.

### Méthode générale de l'engagement

L'équation tactique est de limiter l'engagement et les pertes au sol : c'est la doctrine médiatiquement correcte et tactiquement pertinente du « zéro mort ». Elle a pour base le primat de l'appui aérien guidé par des Forces spéciales. C'est un préalable lors d'une guerre régionale majeure, mais le cœur du dispositif au cours d'un conflit de basse intensité. Cette limitation de l'engagement au sol a pour second corollaire l'utilisation d'une « piétaille » non-américaine. Ainsi l'action de l'Alliance du Nord/Front Uni a été déterminante dans la finalisation de la défaite des Talibans en décembre 2001. Dans le cadre d'une guerre régionale majeure, une force terrestre décisive américaine survient après la campagne aérienne pour écraser l'ennemi par la masse, la qualité et la rapidité : c'est limiter les pertes par la « foudroyance ».

L'équation opérationnelle est de remplacer le nucléaire par la vitesse dans le concept de dissuasion. Cet objectif peut être atteint à l'avenir en réduisant le temps de la Kill-Chain (« chaîne à tuer ») par l'adoption de nouveaux matériels (drones, armes à rayonnements, missiles hyper-

véloces, nouvelles plate-formes de bombardement). Le délai de réaction pour qu'un B-2 frappe une cible en Afghanistan, soit 16 heures, est jugé trop long.

L'équation stratégique est d'avoir une légitimité internationale et intérieure (les États-Unis redoutent le « Syndrome du Viêtnam »). Avoir le blanchiment de l'ONU et des grands alliés est une nécessité diplomatique avant toute action militaire extérieure d'importance. Cet avantage permet l'encer-

clément stratégique de l'adversaire. Cet encerclement est aussi moral. Au plan militaire, l'assistance des alliés ne joue pas un rôle important dans un engagement extérieur des États-Unis qui se donnent les moyens d'agir seuls.

Isoler puis détruire résume l'action politico-militaire américaine. On peut appeler cette pratique la « stratégie des cercles ».

P. R.



Transport partiel des matériels par la voie des airs.